

Concours : Premier concours de l'ENM

Epreuve : Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



## Le blasphème et la liberté d'expression

A la suite des attaques subies par Charlie Hebdo en 2015, un débat s'est cristallisé autour du blasphème et de la liberté d'expression (doc. 9). Défini comme la parole ou le discours qui outrage la divinité, la religion ou ce qui est considéré comme respectable ou sacré (doc. 6), le blasphème est une notion souple et évolutive en fonction des contextes politiques (doc. 3). Autrefois un délit au nom du respect des croyances religieuses, aujourd'hui un droit dans une société laïque et démocratique, le blasphème divise et sa légitimité par la liberté d'expression est remise en question (doc. 10).

L'enjeu du débat autour du blasphème et de la liberté d'expression porte sur la consécration d'un droit au blasphème (I) qui est actuellement source d'incertitudes (II).

### I. La consécration d'un droit au blasphème

En opérant le passage d'un délit à un droit au blasphème (A), la primauté a été donnée à la liberté d'expression (B).

#### A. Le passage d'un délit à un droit au blasphème

L'origine du blasphème est lointaine et consécutive de l'histoire des religions. Déjà présent chez les Grecs et dans les écrits de Platon, le blasphème existe dans toutes les religions monothéistes mais ne devient un



crime grave et passible de mort en Occident qu'avec l'empereur Justinien (Nouvelle 77). Notion politique, le blasphème fut utilisé à des fins diverses et degrés différents en fonction des peurs et du contexte de chaque époque (doc. 3). A ce titre, le Code de droit canonique condamne « d'une juste peine » le blasphémateur, sans préciser davantage de détails (doc. 1). Malgré son caractère relatif, le blasphème est présent dans l'héritage de toutes les cultures car toute politique se fonde sur une théologie. Mais avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce concept a perdu de son sens (doc. 4).

Le délit de blasphème a été supprimé au cours de la III<sup>ème</sup> République par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse qui abroge l'outrage à la morale religieuse (doc. 3). Cette suppression n'a pas donné lieu à un enterrement légal à proprement parler du droit au blasphème mais celui-ci se déduit de la liberté d'expression, établie aux articles 10 et 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 (doc. 9). Il est désormais possible de critiquer librement n'importe quelle religion, aux conditions de ne pas injurier et diffamer les croyants selon la loi de 1881, ni de provoquer à la haine et à la discrimination selon la loi Pleven de 1972 (doc. 4 et 10). En dépit de ces limites, la consécration de la liberté d'expression a bel et bien donné naissance à un droit au blasphème (doc. 10).

## B. La primauté de la liberté d'expression

Sans aucun doute, la liberté d'expression est la pierre angulaire de toute démocratie et représente un droit acquis de haute lutte dans la plupart des sociétés occidentales au cours des siècles derniers. Reconnue au niveau national, la liberté d'expression dispose également d'une consécration européenne, notamment par l'arrêt « Handyside » de la Cour européenne des droits de l'Homme (doc. 6), lui donnant ainsi une portée en apparence absolue. Cette primauté, associée à la laïcité qui est au fondement de l'Etat français, garantit le droit de n'avoir aucune



religion et de les critiquer toutes (doc. 10).

La consécration textuelle multiple de la liberté d'expression est couplée à un strict contrôle de son application par les juridictions nationales. A titre d'exemple, dans un arrêt du 28 juin 2017, la chambre criminelle de la Cour de cassation a condamné une entrave à la liberté d'expression par les spectateurs d'un spectacle scatologique mettant en scène le Christ qui ont interrompu la scène en criant au blasphème (doc. 2), réaffirmant le droit de critiquer la religion d'autrui au détriment des sentiments des croyants. Il apparaît que la défense accrue de la liberté d'expression fasse primer le droit sur la morale et les bonnes mœurs, ce qui ne fait pas l'unanimité (doc. 10).

En dépit de son entérinement, le droit au blasphème légitimé par la liberté d'expression est de plus en plus contesté.

## II. Les incertitudes contemporaines relatives au blasphème

Le renouveau religieux dans la société française<sup>(A)</sup> et les divergences européennes sur le blasphème<sup>(B)</sup> contribuent à la remise en cause de ce droit.

### A. Le blasphème à l'épreuve du renouveau religieux

Si la laïcité implique certes de ne reconnaître aucune religion, elle garantit également le respect du droit de croire (doc. 10). Cette double signification a donné lieu à de nombreux débats autour des notions de droit au blasphème et liberté d'expression pouvant se heurter au sentiment religieux. Car, si les limites à la liberté d'expression des lois de 1881 et 1972 protègent les individus des attaques personnelles, elles ne protègent en aucun cas les cultes et religions (doc. 9). De ce fait, bien que le blasphème soit un corollaire de la liberté d'expression (doc. 6), le droit au respect des croyances est celui de la laïcité (doc. 5), ce qui fait émerger une incompatibilité.



Le droit au blasphème est à l'heure actuelle particulièrement débattu s'agissant de l'islam et de la multiplication des dénonciations d'islamophobie de la part de personnalités médiatiques, tel que Tariq Ramadan par exemple (doc. 5), ce qui était au cœur des débats après les attaques de Charlie Hebdo pour ses caricatures du prophète (doc. 9). Dénonçant une islamophobie montante en France, que l'on peut définir comme une haine de l'islam (doc. 5), des groupes, associations et individus militent pour un encadrement de la liberté d'expression au profit du droit au respect de leur culte (doc. 9) et questionnant le blasphème.

## B. Les divergences sur le blasphème en Europe

La remise en cause du blasphème n'est pas qu'un enjeu français mais surtout européen. Malgré la consécration au niveau communautaire de la liberté d'expression (doc. 6), le délit de blasphème n'a pas disparu de toutes les législations européennes et a ainsi gardé sa place au sein de pays laïcs, créant une hétérogénéité dans l'application de la liberté d'expression au sein même de l'Europe (doc. 11). Cela conduit à une appréhension à géométrie variable du blasphème, autorisé en France mais combattu en Grèce ou encore relativisé en Autriche pour préserver les sentiments des croyants (doc. 11).

Si cette hétérogénéité fragilise le droit au blasphème, la position de la Cour européenne des droits de l'Homme y participe d'autant plus. En effet, dans un arrêt d'octobre 2018 (doc. 7), la Cour a reconnu l'existence d'un délit de blasphème dans une affaire autrichienne relative à des propos sur Mahomet. Bien que traditionnellement la Cour adopte une position neutre et s'en remet à la marge d'appréciation des Etats dans l'appréhension de la laïcité, celle-ci a cette fois tranché contre ceux qui blasphèment l'islam (doc. 8). Ce revirement de position laisse supposer la pérennité des débats sur le blasphème.